CONVIVIALISME OU BARBARIE

LE NOUVEAU MANIFESTE CONVIVIALISTE

« Ces luttes de reconnaissance (*Make America, Russia, or China etc. great again*), sont en train de détruire tous les équilibres moraux et démocratiques hérités. Ils mènent le monde vers une nouvelle lutte de tous contre tous. Vers la barbarie. »

LES CONVIVIALISTES

LE BORD DE L'EAU
documents

Pourquoi un *Nouveau Manifeste convivialiste* ? Parce que, on le voit bien, les conflits qui embrasent désormais le monde, autant ou plus que des conflits économiques, sont des conflits identitaires. Chaque État, chaque culture, chaque religion, chaque genre, chaque individu veut être reconnu comme ayant plus ou au moins autant de valeur que les autres. Ces luttes de reconnaissance, par lesquelles chacun veut affirmer une valeur déniée ou retrouver une grandeur perdue (*Make America, or Russia, or China etc. great again*), sont en train de détruire tous les équilibres moraux et démocratiques hérités. Ils mènent le monde vers une nouvelle lutte de tous contre tous. Vers la barbarie. Le *Nouveau Manifeste convivialiste* qui, comme les précédents, va être traduit dans de nombreuses langues, se veut une contribution à la préparation d'un grand symposium qui réunira à l'Unesco une centaine des plus hautes autorités intellectuelles, morales et religieuses de notre temps à qui il sera demandé de dire ce qui est autorisé et ce qui est interdit aux humains alors que la survie même de l'humanité est maintenant en jeu.

Prix : 7 €
ISBN : 9782385191948
9 782385 191948
www.editionsbdl.com

LE BORD DE L'EAU
documents

Convivialisme ou barbarie

Le Nouveau Manifeste convivialiste

Collection « Documents »
dirigée par Jean-Luc Veyssy

© LE BORD DE L'EAU 2025
www.editionsbdl.com
33300 Bordeaux

ISBN : 978-2-38519-194-8

Les convivialistes

Convivialisme ou barbarie

Le Nouveau Manifeste convivialiste

LE BORD DE L'EAU

Prologue

Vers une Déclaration d'interdépendance générale

Le but de ce *Nouveau Manifeste convivialiste* n'est pas d'ajouter un manifeste à tous ceux qui existent déjà. Il est d'aider à enclencher une dynamique. Une dynamique de survie. Pour de multiples raisons, l'avenir de notre planète et de l'humanité se révèle chaque jour plus sombre et incertain. L'affrontement de puissances économiques, financières, militaires, techno-scientifiques toujours plus redoutables, la surexploitation de la nature et l'accélération du réchauffement climatique ne nous laissent plus guère de choix. Tous ces facteurs, en effet, concourent à une lutte de tous contre tous, à un état de barbarie croissante dans lequel l'homme redevient un loup pour l'homme. C'est maintenant, dans les toutes prochaines années au plus tard, que l'humanité est appelée à devenir pleinement consciente d'elle-même. Veut-elle poursuivre sa marche en avant vers toujours plus de surpuissance, et donc de barbarie, au risque quasi certain de sa disparition (ou de celle du

plus grand nombre) ? Se montrera-t-elle au contraire à la fois désireuse et capable d'endiguer sa puissance pour la mettre au service du bien commun ?

Comment l'humanité pourrait-elle bien devenir consciente d'elle-même ? Certainement pas en additionnant les voix ou les opinions de chaque humain. La seule voie possible, puisqu'il est question de conscience, est d'amener à se rencontrer quelques-unes des plus hautes autorités intellectuelles, morales, scientifiques et religieuses (les plus connues, en tout cas, et donc les plus influentes), représentatives des traditions propres aux différentes aires culturelles du globe. Chacune d'entre elles peut être vue comme la dépositaire et l'aboutissement d'un travail de réflexion multiséculaire. Un travail sur les moyens de conjurer la violence et d'éviter la guerre de tous contre tous.

Il est vrai que la parole est bien faible à côté des armes, et que les bonnes intentions ne suffisent pas. Mais si les personnalités ainsi réunies réussissent à se mettre d'accord *a minima* sur ce qu'il est permis aux humains de désirer et d'entreprendre, ou, au contraire, sur ce qui leur est interdit, ce sera le début d'une onde de choc mondiale, d'une force potentiellement irrésistible. Une onde de choc alimentée par la claire compréhension de l'interdépendance générale dans laquelle nous vivons. Une interdépendance, entre tous les humains et avec la nature, à laquelle nul ne peut échapper.

Qui choisira ces personnalités, et selon quels critères ? Il n'existe pas de bonne réponse *a priori* à cette question. Tout ce qu'il est possible de faire pour l'instant, c'est d'inviter les ONG et les réseaux voués au service du

bien commun de l'humanité à se joindre à cette dynamique. Chacun élaborera et défendra sa propre conception de ce qui est permis et de ce qui ne l'est pas si nous voulons que l'humanité ait un avenir. Et, si possible, un bel avenir. Les documents rédigés par chacun des réseaux impliqués dans cette dynamique pourront être vus comme des documents de travail préparatoires à la rencontre (ou aux rencontres), des personnalités mobilisées. Rencontres qui pourraient déboucher sur une Déclaration d'interdépendance générale.

Nous voyons pour notre part ce *Nouveau Manifeste convivialiste* comme un de ces documents de travail, à mettre en dialogue avec d'autres du même type.

N.B. À ceux qu'inquiéterait l'idée de confier la discussion sur les normes morales de l'humanité à une poignée de sages parlant en surplomb des humains ordinaires, on répondra que s'ils sont sages ils sauront dire comment toutes les décisions concrètes à prendre, une fois fixés les principes généraux, ne pourront l'être que par des humains ordinaires de bonne volonté. Ce sont ces principes généraux et certaines de leurs implications qu'il leur reviendra d'énoncer.

Introduction

Pourquoi un Nouveau Manifeste convivialiste ?

Si le convivialisme a quelque chose à dire, c'est justement et avant tout au niveau des principes. Il se veut une philosophie de l'art de vivre ensemble en s'opposant sans se massacrer. C'est, au fond, ce qu'ont cherché toutes les religions et tous les systèmes philosophiques. Le désarroi toujours plus grand dans lequel se trouve l'humanité aujourd'hui tient largement au fait qu'elle ne sait plus auquel de ces systèmes de pensée se vouer, ni dans quelles réserves de sens puiser. Les grandes idéologies politiques de la modernité – libéralisme, socialisme, anarchisme ou communisme –, ne sont pas mortes, mais elles se révèlent impuissantes à nous éclairer sur notre présent, et plus encore sur l'avenir. C'est sur cette obsolescence des grands discours que prospère le néolibéralisme. Il se présente comme une sorte de réponse par défaut à tous les problèmes. Une réponse simpliste, mais en apparence efficace. Elle repose sur deux axiomes :

1. L'appât du gain est une bonne chose.

2. La société n'existe pas. Il n'y a que des individus mus par l'appât du gain.

Ces deux axiomes sont faux et délétères. Ils ne peuvent qu'engendrer la dislocation de tous les liens sociaux, la lutte de tous contre tous, l'aspiration générale à la toute-puissance et la dégradation irréversible de notre environnement. Comme ils rendent l'existence de plus en plus problématique, sauf pour une élite financière hors-sol et ses dépendants, ils suscitent une réaction de bascule dans le sens opposé. Face au sentiment de désolation créé par la perte des liens sociaux – et, bien souvent, par la dégradation de la situation économique du plus grand nombre –, le seul remède semble être de se réfugier dans le nationalisme et le racisme, le masculinisme ou l'intégrisme. Puisque la société se disloque et que nous n'y trouvons pas notre compte, rendons notre nation la plus forte possible. Refaisons société mais uniquement entre ceux qui ont la même couleur de peau que nous et avec qui nous avons la même religion et le même héritage national en partage. Et confions notre avenir à un leader autoritaire qui saura nous protéger de tous ceux qui ne sont pas et qui ne pensent pas comme nous.

On voit un peu partout dans le monde se répéter le même scénario. Les ravages provoqués par l'hégémonie d'une idéologie néolibérale, ou libertarienne, et d'un capitalisme rentier et spéculatif, amènent au pouvoir des dirigeants qui veulent aller toujours plus loin en matière de dérégulation économique et écologique, et de destruction de l'État. Le paradoxe n'est qu'apparent. Les électeurs votent pour des femmes ou des hommes

politiques toujours plus radicalement néolibéraux parce que ceux-ci se présentent comme toujours plus nationalistes et racistes. D'un côté, *objectivement*, ceux-ci contribuent à la baisse du niveau de vie de la majorité (à court ou à moyen terme), mais, *subjectivement*, ils lui fournissent davantage de sens et de raisons de vivre et d'espérer. Les électeurs déplorent les effets de leur politique (imputés à d'autres), mais ils chérissent les remèdes imaginaires qu'ils préconisent pour accéder au pouvoir. Dans ce cercle vicieux où de plus en plus de sociétés s'enferment, ce sont toutes les valeurs de vérité, d'humanité et de justice qui s'effondrent. Peu importent le vrai, les faits et le droit, pourvu que je puisse me sentir grand et puissant. L'objectif du convivialisme est d'indiquer une issue possible à cette impasse en proposant quelques principes de vie partagée sur lesquels la majorité des humains sont susceptibles de se mettre d'accord par-delà la diversité des cultures.

Les principes convivialistes (rappel)

Des principes potentiellement universalisables, donc. Ce qui permet d'espérer qu'ils le soient effectivement, c'est l'accueil qui a été fait aux deux premiers manifestes convivialistes[1]. Le deuxième a été cosigné par près de trois cents personnalités intellectuelles de trente-trois pays différents, et d'orientations

1 Manifeste convivialiste, *Déclaration d'interdépendance,* Le Bord de l'eau, Lormont, 2013. Internationale convivialiste, *Second Manifeste convivialiste. Pour un monde post-néolibéral*, Actes Sud, Arles, 2020.

idéologico-politique également diverses. Le premier, sous-titré *Déclaration d'interdépendance,* a suscité à ce titre l'intérêt d'importants philosophes chinois, japonais ou coréens, les premiers voyant dans l'idée d'une interdépendance convivialiste un écho de l'ancienne pensée du *gongsheng*, et les deuxièmes, les Japonais, l'équivalent de la notion de *kyôsei*. Les deux manifestes ont été traduits dans une dizaine de langues.

Après de nombreuses discussions, les personnalités intellectuelles et engagées qui se reconnaissent dans le convivialisme se sont mises d'accord sur cinq principes et un impératif catégorique que doit absolument respecter toute société humaine se voulant suffisamment bonne à vivre et donc durable.

Principe de commune naturalité : les humains ne vivent pas en extériorité par rapport à la Nature. Comme tous les êtres vivants, ils en font partie et sont en interdépendance avec elle. Ils ont la responsabilité d'en prendre soin. À ne pas la respecter, c'est leur survie physique et éthique qu'ils mettent en péril.

Principe de commune humanité : par-delà les différences de couleur de peau, de nationalité, de langue, de culture, de religion ou de richesse, de sexe ou d'orientation sexuelle, il n'y a qu'une humanité, diverse et plurielle, qui doit être respectée en la personne de chacun de ses membres.

Principe de commune socialité : les êtres humains sont des êtres sociaux pour qui la plus grande richesse (et la première) est la richesse des rapports qu'ils entretiennent entre eux.

Principe de légitime individuation : dans le respect de ces trois premiers principes, la politique légitime est celle qui permet à chacun de faire reconnaître son individualité singulière en développant ses capacités et sa puissance d'agir, avec et pour les autres, dans la perspective d'une égale liberté. À la différence de l'individualisme le principe d'individuation ne reconnaît de valeur qu'aux sujets humains qui affirment leur singularité dans le respect de leur interdépendance avec les autres et avec la nature.

Principe d'opposition créatrice : parce que chacun a vocation à manifester son individualité singulière, il est normal que les humains s'opposent. Mais il ne leur est légitime de le faire qu'aussi longtemps que cela ne met pas en danger le cadre de commune humanité, de commune socialité et de commune naturalité qui rend la rivalité féconde et non destructrice.

À ces cinq principes, s'ajoute un impératif :

Impératif de maîtrise de l'*hubris*. La condition première pour que la rivalité serve au bien commun et ne débouche pas sur la barbarie et le brutalisme, est de faire en sorte qu'elle échappe au désir de toute-puissance, à la démesure, à l'*hubris* (et *a fortiori* à la *pléonexie*, au désir de posséder toujours plus). Elle devient alors émulation en vue de mieux coopérer. Dit autrement : tenter d'être le meilleur est hautement recommandable s'il s'agit d'exceller, à la mesure de ses moyens, dans la créativité et dans la satisfaction des besoins des autres et des siens.

Ce n'est que peu à peu que les convivialistes se sont aperçus que quatre de ces cinq principes énonçaient en

quelques mots ce qui fait le cœur de chacune des quatre grandes idéologies politiques modernes. Le principe de commune humanité pour le communisme. ; le principe de commune socialité pour le socialisme ; le principe de légitime individuation pour l'anarchisme, et le principe d'opposition créatrice pour le libéralisme. Quant au principe de commune naturalité, c'est autour de lui que gravite la pensée écologique qui se cherche sans réussir encore à devenir une philosophie politique au sens plein du terme. Elle ne pourra sans doute y parvenir qu'en devenant convivialiste, ou éco-convivialiste.

L'impératif de maîtrise de l'*hubris* est en réalité un méta-principe, le principe des principes. Il imprègne tous les autres et doit leur servir de régulateur et de garde-fous. Car chaque principe, poussé à son extrême et non tempéré par les autres, risque de s'inverser en son contraire : l'amour de la Nature ou celui de l'humanité abstraite en haine des hommes concrets ; la commune socialité en corporatisme, en clientélisme, en nationalisme, en communautarisme ou en racisme ; l'individuation en un individualisme indifférent aux autres, en anarcho-capitalisme par exemple ; l'opposition créatrice en combat des egos, en narcissisme de la petite différence, et en conflits destructeurs. Cet impératif peut donc être dit catégorique. C'est bien l'*hubris* (l'illimitation) qu'il s'agit de combattre partout aujourd'hui parce qu'elle est devenue omniprésente. Et parce que, comme le pensaient les anciens Grecs ou Romains, *Némésis*, la justice vengeresse, s'abat de manière terrible sur ceux qui se sont crus tout-puissants.

Quoi de nouveau dans *Le Nouveau Manifeste convivialiste* ?

Le *Second Manifeste convivialiste* ne se bornait pas à énoncer ces principes. Il suggérait un ensemble de mesures économiques, sociales ou écologiques qui lui semblaient découler de ces principes. Il proposait par ailleurs une réflexion sur les rapports du convivialisme à l'idéal démocratique. Rien de ce qui a été écrit dans ces deux manifestes ne nous apparaît aujourd'hui dépassé ou à corriger. Ils esquissaient la nécessité et la possibilité d'un réformisme radical. Tout ce qui y était dit d'un point de vue objectif reste valable. Mais ce qui n'était pas pris en compte, ou pas suffisamment, est peut-être l'essentiel, c'est la dimension subjective.

On le voit bien. Tous les conflits qui se multiplient dans le monde ont assurément une forte composante matérielle et objective, *i.e.* économique et géostratégique. La lutte pour l'accès aux ressources naturelles, aux minerais, à la terre, à l'eau ou aux terres rares devient féroce. Mais elle se double, au point d'en devenir indiscernable, d'une lutte exacerbée tant des individus que des collectifs, nations ou religions, des sexes ou des sexualités, etc. pour faire reconnaître leur valeur. Cette lutte des subjectivités, elle aussi, est alimentée par l'hégémonie du néolibéralisme et elle le renforce en retour. Il ne sera possible de sortir de cette hégémonie que si nous savons apporter des réponses non seulement sur la bonne manière de mieux satisfaire les besoins matériels de l'humanité, mais aussi les demandes de reconnaissance, et notamment celles impulsées par un sentiment

d'humiliation ou de dépendance. C'est dans cette optique que *Le Nouveau Manifeste convivialiste* invite à reconsidérer l'état du monde et les défis à affronter. Ils sont nombreux et redoutables, autant ne pas se le dissimuler.

Seuls ceux qui préfèrent se boucher les yeux et les oreilles peuvent encore ignorer que l'humanité est menacée par des catastrophes sans commune mesure avec celles qu'elle a connues par le passé. C'est désormais sa survie même qui est en jeu. La jeunesse du monde, minée par la perte de sens et l'éco-anxiété, le sent bien. Elle ne sait plus quel avenir imaginer dans lequel elle pourrait vivre, aimer, inventer, travailler et se divertir paisiblement, même si les expériences locales, joyeuses et créatrices, se multiplient.

Les catastrophes qui s'annoncent, largement interdépendantes, sont de trois ordres principaux. La première, la mieux documentée et la plus immédiatement visible, est la *catastrophe climatique et environnementale*.

La deuxième *catastrophe* possible est d'ordre *géostratégique*. Dans un monde désormais multipolaire où une bonne dizaine d'États sont des hyperpuissances régionales ou mondiales et rivalisent pour affirmer leur statut, les risques de conflits de grande ampleur et dévastateurs se font toujours plus grands.

La troisième catastrophe possible, plus diffuse et multidimensionnelle, est la *catastrophe humaine*, la mise en péril de la part d'humanité dans laquelle les humains se reconnaissent comme tels. De plus en plus nombreux sont ceux qui se réfugient derrière les écrans sur lesquels prolifèrent violences et pornographie, ou dans la consommation de sucre et de drogues. Les narcotrafiquants, par

exemple, prospèrent sur cette détresse. Les mafias vivent également du trafic des migrants. Mafias et narcotrafiquants alimentent une culture de la violence et de la haine qui prend, un peu partout maintenant, des proportions de plus en plus alarmantes.

Par ailleurs, les progrès de l'Intelligence artificielle sont à la fois facteurs d'espérance mais aussi de grande inquiétude. L'idée d'un sujet humain à la fois rationnel, autonome, conscient et bien informé était au cœur du projet des Lumières et de l'idéal démocratique. Elle en devient problématique avec l'omniprésence des algorithmes.

Nous ne parviendrons à surmonter ces périls que si nous prenons pleinement conscience de *l'interdépendance générale* dans laquelle nous sommes tous placés. Cette interdépendance ne concerne pas seulement les humains. Notre sort est aussi indissolublement lié à celui de la biosphère, du vivant, de la nature ou de Gaïa, comme on voudra les appeler. Avec eux nous sommes en relation de symbiose. Pour autant, cette interdépendance n'est pas également répartie. Le monde est divisé entre riches et pauvres, entre Nord et Sud, entre États rivaux, entre ceux qui ont de l'influence et les marginalisés ou les exclus, entre puissants et dominés, croyants ou incroyants, etc.

C'est pourtant à l'ensemble des humains de prendre en charge leur destin en mesurant toutes les implications de leur interdépendance. Pour y parvenir il faudra prendre pleinement conscience des défis à affronter sur cette voie. Des défis économiques et écologiques ; des défis idéologiques ; des défis anthropologiques ; des défis

liés à nos incertitudes sur l'idée même de démocratie ; des défis géostratégiques[1].

1 Un premier jet de ce *Nouveau Manifeste convivialiste* a été rédigé par Alain Caillé, premier jet enrichi par des centaines de suggestions.

Les défis économiques et écologiques

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, considère que le réchauffement climatique pourrait être pour les humains l'équivalent des météorites pour les dinosaures et qu'il faut que nous arrêtions de jouer à la roulette russe. Voilà qui donne raison aux mouvements écologiques et à tous ceux qui se mobilisent pour essayer de sauver ce qui peut l'être du climat et de la biosphère. Mais il y a malheureusement tout lieu de craindre que leurs combats soient voués à l'échec s'ils ne s'appuient pas en même temps sur une offensive idéologique de grande ampleur. Une offensive idéologique suffisamment puissante pour offrir une alternative véritable – véritable parce que suffisamment séduisante –, à l'idéologie néolibérale[1].

La preuve en est apportée, si besoin en était, par les décisions de la nouvelle administration étasunienne en matière de recherche scientifique. Leur objectif est de la réduire le plus possible de manière à écarter tous les faits

1 Devenue désormais idéologie libertarienne, *i.e.* ne revendiquant plus que la liberté de réaliser les plus grands profits possibles, n'importe où dans le monde à n'importe quel prix. C'est à cela, pour elle, que se réduit la démocratie.

gênants, tous ceux qu'on ne veut pas voir. Ne seront plus financées, par exemple, les recherches dont les programmes comportent les mots « climat » ou « réchauffement climatique ». Mais aussi, les mots « femmes », « handicapés », « équité », « inclusion », « justice sociale », « genre », « diversité », « racisme », etc. La conjonction du néolibéralisme et d'un nationalisme conspirationniste, masculiniste et belliqueux aboutit à une gigantesque entreprise de dénégation. La réalité et la vérité ne seront plus tolérées.

Par ailleurs, pour la grande majorité des humains, le souci de la fin du mois l'emporte largement sur celui de la fin du monde. Les urgences du court terme leur interdisent de songer au long terme. Il sera donc impossible de les convaincre de se joindre à la lutte contre le réchauffement climatique et les dégradations environnementales aussi longtemps qu'on ne les aura pas convaincus qu'ils ont tout à gagner à sortir de l'emprise d'un néolibéralisme déguisé en nationalisme. L'urgence absolue est de cesser de se soumettre à la perversion du marché, à son *hubris*, qu'incarne au plus haut point le capitalisme financiarisé qui impose sa loi au monde entier.

Pour en desserrer l'étau, une toute première mesure, facilement réalisable à brève échéance, si l'opinion mondiale en perçoit clairement la nécessité et l'impose, serait de récupérer les « impôts légitimes » non versés (selon le FMI) par les grandes sociétés, de taxer à 2 % par an le patrimoine des 3 000 milliardaires connus dans le monde dont le patrimoine net dépasse le million

de dollars[1]. Ces simples mesures, largement indolores pour les plus riches, mettraient à la disposition des États mille milliards de dollars par an. En taxant également, au même niveau, ou un peu moins, non seulement les milliardaires mais aussi les 22,8 millions de personnes très riches – ceux dont l'argent disponible (hors résidence principale) dépasse le million de dollars –, en rapprochant l'impôt sur les sociétés des taux d'imposition pratiqués aux États-Unis jusque dans les années 1970, on arriverait rapidement à un montant total de *deux à trois mille milliards de dollars par an*[2]. De quoi financer l'éducation, les soins de santé, les mesures sociales et les investissements pour la protection de l'environnement partout dans le monde[3].

En ce qui concerne la transition écologique, même si c'est ce qui se passe le plus souvent en pratique, il est inconcevable d'un point de vue éthique de demander des restrictions de consommation aux plus pauvres – qui n'influent guère sur le réchauffement climatique –, sans les demander en premier lieu aux plus aisés qui en sont les principaux responsables. Plus précisément, le seul moyen de rallier la majorité des humains à la lutte écologique est de *garantir une amélioration du pouvoir d'achat du quart le plus pauvre*, d'assurer le maintien du

1 Évalué en 2023 à 86 000 milliards de dollars.

2 Toujours à titre indicatif, cela représenterait une centaine de milliards d'euros par an pour la France.

3 Notons que dans tous les pays développés, le produit de la taxation des patrimoines et des successions est sensiblement inférieur aux coûts de police et de justice supportés par la collectivité pour la protection des possessions.

niveau de vie des 50 % suivants, et de n'initier une stabilisation ou une diminution de revenu ou/et de patrimoine que pour les 25 % les plus à l'aise. Dans cette perspective il est indispensable d'*instaurer dans chaque pays, sous une forme ou sous une autre, un revenu minimum incompressible*, d'un montant suffisant pour ne pas s'enfoncer dans la misère. Et, également, un patrimoine tendanciellement maximum.

Pour ramener les inégalités aujourd'hui extravagantes à des niveaux moins déraisonnables (deux ou trois dizaines de personnes possèdent autant que la moitié la plus pauvre de l'humanité, soit quatre milliards de personnes), le premier et le plus sûr moyen est de s'orienter vers la délégitimation absolue par l'opinion publique mondiale, puis vers l'i*nterdiction pure et simple des paradis fiscaux* qui représentent un des deux moteurs centraux du capitalisme rentier et spéculatif. Ils n'ont aucune raison d'être proprement économique. En plus de l'argent détourné des États par les multinationales ou les particuliers les plus riches, ils abritent l'argent des dictateurs et celui du crime organisé. La même chose est vraie des crypto-monnaies qui sont des zones d'ombre fiscales localisées dans le *cloud* au prix d'une gigantesque gabegie énergétique. Leur disparition représenterait un grand pas en avant dans la lutte contre les narcotrafiquants et les mafias. Et donc vers la nécessaire moralisation de la vie publique et politique.

Avec le recours aux paradis fiscaux, le second moteur du capitalisme rentier et spéculatif est la mise sous tutelle des États par le biais de leur endettement. En 2023, par exemple, les pays en développement ont dépensé

1 400 milliards de dollars pour rembourser leur dette extérieure, dont 406 milliards au titre du paiement des intérêts. Nombre de pays riches sont eux-mêmes étranglés par la dette et n'ont pas les moyens d'investir dans la transition écologique. Selon l'Institut de la finance internationale (IFI) la dette mondiale s'est élevée à 315 000 milliards de dollars (290 000 Md€) en 2024. Soit plus de trois fois le PIB mondial. De toute évidence, elle ne pourra pas être remboursée. Il est donc nécessaire de remettre à l'ordre du jour la pratique ancienne du jubilé qui permettait au moins tous les cinquante ans, en Mésopotamie et dans l'Israël ancien, d'annuler toutes les dettes. Et, pour commencer, à condition de respecter des normes éducatives et sanitaires de l'Unesco, d'annuler celles des pays les plus pauvres.

La lutte contre le réchauffement climatique passera nécessairement par la substitution la plus rapide possible des sources d'énergie renouvelable (solaires, maritimes, éoliennes, géothermiques, etc.) aux énergies fossiles. Mais les sources d'énergie principales, et les plus propres, sont celles qui ne sont pas dépensées. De ce point de vue, l'une des solutions les plus équitables et efficaces consistera dans l'introduction d'une forme de rationnement qui passera par *l'instauration d'une Carte Carbone, ou un d'un Pass Kwh*. Chaque individu disposerait d'un quota de Kwh ou de CO_2. Ceux qui le dépasseraient, hors impératif professionnel ou résidentiel paieraient au prorata de ce dépassement.

Faire face à la crise environnementale

La crise climatique et les autres crises écologiques s'accélèrent. Malgré les multiples COP et des accords tels que l'Accord de Paris, les émissions continuent d'augmenter, et le réchauffement de la planète devrait probablement atteindre 2,5 à 3 °C, voire plus de 4 °C, d'ici à 2100. Les États se sont majoritairement engagés à atteindre en 2050 la « neutralité carbone », ce qui signifie que les océans et les forêts devraient pouvoir absorber toutes les émissions de CO_2. Nous en sommes très loin. La concentration de CO_2 dans l'atmosphère a atteint en 2019 un taux jamais vu depuis 2 millions d'années. La montée en puissance des énergies renouvelables (panneaux solaires et éoliennes) a permis de faire passer de 86 à 82 % la part des énergies fossiles dans le total mondial. Mais, par ailleurs, la consommation de charbon, de pétrole et de gaz a augmenté de 55 %.

En outre, six des neuf « limites planétaires » ont déjà été franchies : le réchauffement planétaire, l'intégrité de la biosphère (on parle d'une sixième extinction de masse des espèces animales), les cycles biochimiques, la qualité des sols (avec une déforestation intense), la pollution chimique et industrielle, la raréfaction de l'eau douce. Seules limites non franchies encore : la couche d'ozone, l'acidification des océans et la teneur en ozone de l'atmosphère

Les solutions techno-marchandes – mise sur le marché du carbone, droits à polluer et géo-ingénierie –, ne sont manifestement pas à la hauteur du problème. Les solutions sont à rechercher dans trois directions complémentaires :

1. *Favoriser la décarbonisation* via une augmentation significative des prix du CO_2, l'élimination

progressive des subventions accordées aux énergies fossiles et un soutien financier accordé aux plus pauvres pour les aider à réussir la transition écologique.
2. *Démocratie énergétique et agroécologie* – Il est nécessaire de favoriser les énergies renouvelables décentralisées et communautaires pour briser le contrôle des entreprises. Agriculture régénératrice et souveraineté alimentaire doivent remplacer peu à peu l'agriculture industrielle.
3. *Économies axées sur les soins et la cohésion sociale* – Priorité au bien-être, à la protection des biens communs et à la limitation de l'extractivisme et des profits.

Mais aucune de ces mesures ne sera réalisable sans une rupture significative avec l'idéologie néolibérale et avec le capitalisme financiarisé.

Une première étape vers cette nécessaire sobriété énergétique consistera à prendre la mesure de la dangerosité des forfaits illimités proposés par les opérateurs de l'internet. Ils transfèrent des coûts cachés insupportables pour la planète et confisquent une part toujours croissante du temps de vie culturelle et sociale. Il est impératif, avant que leur pouvoir d'influence sur nos organisations démocratiques n'ait définitivement basculé en leur faveur, d'interdire aux Majors de l'internet les ventes à perte et aussi de leur imposer, dans chacun des pays où elles opèrent, des obligations sociales et fiscales proportionnelles aux créations de valeur constatées.

Toutes ces mesures sont plus que raisonnables, et réalisables sans aucune rupture économique intrinsèquement dangereuse. Elles n'affecteraient en rien les

capacités de production et d'échange. Au contraire, même. Elles apparaissent pourtant presque inimaginables dans le cadre du monde tel qu'il est parce que les États et les nations se retrouvent largement dépossédés, au moins dans les pays occidentaux et ceux du Sud, de leurs moyens traditionnels de contrôle sur les flux économiques et financiers qui les traversent. Or au stade où en est l'humanité de son histoire, il n'y a qu'à l'échelle des États, ou de leur union, qu'il soit encore possible d'agir contre la sécession des élites financières (et des réseaux criminels) qui entendent capter à leur profit l'essentiel des ressources de la planète en tentant de se mettre à l'abri des conséquences de leurs prédations dans des lieux résidentiels protégés.

> Le capitalisme rentier et spéculatif s'est affranchi de tout ancrage territorial et national. Il prospère dans des milliers de ports francs, d'enclaves fermées, de zones économiques spéciales et de paradis fiscaux, immunisés contre toute intervention étatique. Il est une machine à détruire tout sentiment et toute possibilité effective de commune humanité et de commune socialité. Commune humanité et commune socialité, qu'il nous faut impérativement restaurer pour faire face à l'*hubris* de la finance.

Les défis idéologiques. Quel universalisme ?

Aucun être humain ne peut vivre, ni même survivre, sans avoir le sentiment que son existence fait sens. Ce sens est fourni par la culture dans laquelle on est né, par les religions, par les philosophies et, depuis deux ou trois siècles, par les grandes idéologies de la modernité : libéralisme, socialisme, anarchisme ou communisme. Elles ne sont plus à la hauteur de notre temps.

Nous avons impérativement besoin d'un grand récit partageable par la majorité des humains. Ce grand récit ne pourra pas se substituer aux doctrines héritées et à leurs infinies variantes, mais il devra tenter d'identifier leur plus grand dénominateur commun. Celui qu'il est possible d'entendre à travers la diversité de toutes les cultures humaines. Les cinq principes de la bonne vie en commun énoncés par le convivialisme représentent peut-être ce commun dénominateur. Au moins en partie.

Toutefois ils ne prennent toute leur épaisseur et ne font pleinement sens que parce qu'ils dérivent de traditions de pensée bien plus anciennes et profondément enracinées. Le principe de commune humanité, par exemple, anime depuis longtemps les grandes religions universelles, le christianisme, le bouddhisme mahayana

ou l'islam. Le principe de commune socialité joint à celui de commune naturalité inspire la tradition confucéenne du *gongsheng* en Chine et du *kyosei* au Japon. Ou encore celles du *buen vivir* des Amérindiens ou de l'*ubuntu* du sud de l'Afrique. Le principe de légitime individuation fait écho au taoïsme, au bouddhisme hinayana, ou à la quête de la délivrance (*moksha*) par les renonçants (*sanyasins*) hindouiste, etc.

Mais ces grandes religions elles-mêmes se sont développées sur un fond de croyances plus anciennes et générales, qui attribuent une subjectivité non seulement aux animaux, au vivant, mais également à une partie du monde physique. Ce fond de croyances peut être qualifié d'animiste. Il correspond à une tendance spontanée de l'esprit humain. Cette universalité de l'animisme (et de l'anthropomorphisme), qui régit le monde de la vie proprement humaine, semble être en contradiction absolue avec l'universalisme de la science et de la technique. Ce dernier ne veut voir a priori que des rapports de cause à effet matériels entre entités matérielles dénuées de conscience.

Les humains vivent dans le tiraillement entre ces deux universalismes, l'universalisme subjectiviste et l'universalisme objectiviste. Mais sont-ils définitivement irréconciliables ? Pas nécessairement. Les scientifiques commencent à reconnaître l'existence d'une conscience chez un ensemble d'animaux, mammifères ou insectes. Nombre d'écologistes proposent d'accorder une personnalité juridique aux fleuves, aux glaciers ou aux montagnes.

Tous ces faits doivent nous inciter à penser différemment la question de l'universalisme. Il est évident que l'humanité ne parviendra pas à affronter les terribles épreuves qui l'attendent si elle ne se reconnaît pas dans un ensemble de valeurs communes. Mais comment surmonter la diversité des cultures et des traditions de pensée ? Les deux obstacles principaux ici sont, d'une part, la prétention de l'Occident à imposer ses propres valeurs comme seules dignes d'être universalisées. Et, de l'autre, symétriquement, celle de doctrines, d'idéologies ou de religions qui croient elles aussi être seules détentrices de la vérité.

Le fait que l'Occident ait prétendu imposer sa vision de la démocratie par la force, dans le cadre de la domination impériale qu'il a exercée pendant des siècles sur la planète, et que cette domination se soit accompagnée de racisme et de mépris envers les populations dominées, l'a rendu de moins en moins crédible aux yeux d'une bonne partie de l'humanité. Enfin, même une démocratie effectivement réalisée – une démocratie universellement respectueuse des droits humains, de la justice et du suffrage universel –, ne suffirait pas à donner aux humains des raisons suffisantes de vivre.

C'est donc dans les grandes traditions culturelles, religieuses ou philosophiques qu'il leur faut aller les chercher. Chacune d'entre elles énonce des vérités proprement humaines, existentielles ou métaphysiques, inaccessibles à la science objectiviste. Certaines se disent porteuses d'une vérité révélée absolue. C'est peut-être vrai, mais il n'en reste pas moins vrai que, au sein même de chaque tradition religieuse, la parole révélée a fait

l'objet de multiples interprétations souvent contradictoires. Des interprétations proprement humaines, elles.

Entre toutes les croyances il n'y a pas lieu de trancher a priori mais il est indispensable d'assurer des formes de coexistence pacifique au nom d'un principe d'égale dignité idéologique qui reconnaît que, sauf preuve du contraire, chacune nous dit quelque chose de précieux sur l'humaine condition. Le corollaire de ce principe est que nul ne doit être obligé de croire. En matière de religion, affirme par exemple l'islam, il ne peut pas y avoir d'obligation.

Ce qu'il nous revient ainsi de penser, c'est un *universalisme pluriel* fondé sur l'hypothèse qu'à travers toutes les cultures un certain nombre de vérités essentielles ont été énoncées sur l'humaine condition, mais dans des langues et à travers des notions qui ne sont pas directement traduisibles les unes dans les autres. Et d'autant moins que ces vérités ont été formulées dans le cadre de sociétés de taille, de densité, d'organisation politique ou religieuse infiniment variables. Ce qui fait sens et qui peut être tenu pour vrai dans une horde d'une centaine d'individus, ou une tribu de deux ou trois milliers, n'est certainement pas immédiatement transposable à des sociétés de dizaines ou de centaines de millions de personnes. Et réciproquement. Les principes de commune humanité et de commune socialité opèrent à des échelles incommensurables, selon qu'on pose que seuls les membres de notre tribu sont vraiment humains, ou que le sont tous les habitants de la planète. À chaque fois, on a affaire à une combinaison différente de commune humanité et de commune socialité. Et chacune

de ces combinaisons détermine un type et un degré différents d'individuation légitime. Reste qu'à chacune de ces échelles on retrouvera bien les mêmes principes.

Les défis anthropologiques. Qu'est-ce qu'être pleinement humain ?

À la pluralité des doctrines, des religions ou des traditions culturelles correspond une égale multiplicité des conceptions de ce que sont ou devraient être les humains. Là aussi le défi, immense, est de se mettre d'accord sur une vision minimale partageable de ce qui fait leur humanité. Et de celle à laquelle nous tenons.

Le point cardinal à retenir est que dans toutes les sociétés, sont reconnus comme ayant de la valeur ceux dont on apprécie la générosité ou l'inventivité (au moins dans certains domaines et dans certaines limites), ceux qui donnent et se donnent. Ceux qui donnent la vie, la fécondité, des bienfaits, l'harmonie et la paix à leurs proches ou à leurs alliés ; ou bien ceux qui donnent la mort, des blessures, du mal aux ennemis. Partout c'est en entrant et en tenant sa place dans de multiples réseaux de don (de donner, recevoir et rendre) que l'on est reconnu comme proprement humain.

Dans toutes les sociétés également, jusqu'à il y a très peu de temps, c'est d'abord entre les femmes et les hommes (et leurs lignages) que s'est organisée la répartition des rôles de donneurs et de receveurs. Selon les

sociétés, le statut respectif des femmes et des hommes – la valeur qui leur est reconnue –, a été extrêmement variable. En raison de l'intensité et de la durée des soins à apporter aux nourrissons et aux jeunes enfants, les femmes, parce qu'elles ont été immémorialement assignées à cette tâche, ont été largement confinées à l'espace domestique. Elles se sont ainsi vu reconnaître un statut en général inférieur à celui des hommes, même si cela n'a pas empêché nombre de femmes d'accéder au sommet du pouvoir et du prestige.

Seules les sociétés occidentales contemporaines, dans le sillage de la révolution démocratique impulsée au XVIIIe siècle, ont commencé à remettre en cause non seulement toutes les hiérarchies instituées mais aussi leurs fondements naturalisés ou sacrés. Dans ces sociétés, la différence du masculin et du féminin s'estompe, ou se brouille. L'homosexualité autrefois presque universellement proscrite, marginalisée ou moquée, devient légitime.

Inutile de se le dissimuler, il y a, sur ces sujets tout particulièrement, un colossal abcès de fixation, une énorme pomme de discorde, entre la frange la plus progressiste de l'Occident et le Sud global. Et même au sein de l'Occident, la récente émancipation des femmes, comme celle des sexualités non strictement conformes au seul modèle hétérosexuel et patriarcal, suscite un rejet grandissant dans une partie de la population, et l'appel à un retour aux normes antérieurement en vigueur. Particulièrement spectaculaire en la matière est l'écart, un peu partout dans le monde, entre le vote des femmes et celui des hommes. La majorité des jeunes femmes

aspire à plus de liberté. La majorité des jeunes hommes souhaite qu'elles en aient moins. Ici aussi, le néolibéralisme joue un rôle extraordinairement ambivalent. Par essence, il sape à la racine toutes les formes de solidarité et d'appartenance sociale. Il ne peut donc qu'encourager la libération individuelle absolue, meilleur moyen de multiplier les consommateurs. Mais comme il n'est socialement acceptable que par son alliance avec le nationalisme le plus réactionnaire, il se pose en ennemi de toute remise en cause des rôles féminins et masculins traditionnels. Son discours politique est à l'exact opposé de son message économique.

La discorde sur la question de savoir ce qui fait et doit faire une femme ou un homme, risque de rendre impossibles toute commune humanité, toute commune socialité, ou toute forme de coexistence pacifique à l'échelle mondiale. Et pourtant, nous avons un monde commun habitable à bâtir ensemble.

En amont de l'opposition entre les diverses conceptions des rapports entre les femmes et les hommes, on trouve une opposition tout aussi radicale entre deux visions opposées de la personne humaine. Pour la première, que l'on peut dire holiste, la personne est d'abord un faisceau de relations. Le collectif y a toujours plus de valeur et d'importance que chacune des personnes qui le composent. Pour la seconde, individualiste, les collectifs sont vus comme des regroupements contingents et précaires d'individus qui n'ont de devoirs et d'obligations qu'envers eux-mêmes.

Mais, même au sein des sociétés occidentales, les individus restent tenus par un ensemble d'obligations

relationnelles. Seul le triomphe du néolibéralisme laisse croire que nous ne serions tous que des individus rationnels (rationnels parce qu'égoïstes), indifférents aux autres et ne pensant qu'à notre intérêt personnel. Or, c'est justement de ce règne du néolibéralisme qu'il s'agit de sortir. Et plus encore depuis qu'il est devenu un libertarisme qui n'a plus aucun scrupule à vouloir faire de l'argent à tout prix en brutalisant tout ce qui lui résiste.

La maîtrise de la fécondité par les femmes leur a permis de transformer la fatalité de la maternité en un libre choix. Du coup, elles ont commencé à accéder à un ensemble d'emplois et de positions autrefois réservés aux hommes. Ce bouleversement anthropologique récent a puissamment contribué à relativiser l'opposition du masculin et du féminin. Moins dépendantes des hommes pour leur survie matérielle, les femmes ont pu se révolter contre les violences physiques ou sexuelles que leur infligeaient impunément jusque-là certains hommes abusant de la supériorité de principe qui leur était reconnue. Reste qu'entre femmes et hommes il subsiste au moins cette différence majeure que seules ces dernières portent et mettent au monde des enfants.

La conclusion à retenir sur ce point est qu'il n'existe pas une essence immuable de l'humain, ni même du masculin et du féminin, qui vaudrait toujours et partout. Dans le cadre de l'interdépendance générale nous sommes tous des humains en devenir commun (*human co-becomings)*. Si nous voulons avoir une chance d'affronter victorieusement les terribles défis actuels il nous faut apprendre à respecter des conceptions même très

opposées aux nôtres de ce que signifie être un humain, une femme ou un homme. Sont respectables toutes les conceptions des rapports entre personnes, hommes et femmes qui respectent les impératifs suivants :

– Interdire toute violence des hommes sur les femmes (et réciproquement si la situation se présente)

– Affirmer l'égalité foncière des deux sexes et leur reconnaître les mêmes droits de base.

– Accepter toutes les pratiques sexuelles entre adultes consentants dans la sphère de l'intimité.

Ces simples règles sont impératives, mais elles ne suffiront pas à répondre au problème premier qu'ont à résoudre les humains, celui qui se trouve en amont de tous les autres : l'illimitation de leur désir. Si aucune limite n'est apportée au désir infantile il veut tout. Et c'est également vrai du désir des adultes.

La question de savoir qui, quelle instance (et comment) pourrait imposer des limites au désir de toute-puissance, à l'*hubris*, est doublement cruciale. D'une part, parce que nous savons désormais qu'il sera impossible de produire toujours plus pour satisfaire toujours davantage de besoins dans un monde fini. Or c'est l'infinité du désir qui exacerbe les besoins. D'autre part, symétriquement, notre époque est témoin d'une accumulation proprement vertigineuse de toute-puissance économique, financière, technique, scientifique, militaire, numérique, etc. Cette toute-puissance est devenue incontrôlable. Plus elle croît et plus elle menace la survie de l'humanité. Il faut donc subordonner les cinq principes de commune naturalité, commune humanité, commune socialité, légitime

individuation et opposition créatrice à un impératif catégorique de maîtrise de l'*hubris*.

Maîtriser l'*hubris*, cela ne signifie pas, au contraire, empêcher les humains de vivre passionnément en donnant le meilleur d'eux-mêmes dans les activités de leur choix. Mais, il est essentiel que ces activités favorisent une commune humanité, une commune socialité et une opposition créative, et non pas la domination ou l'exploitation.

Ces questions sont extrêmement sensibles et complexes. Leur complexité est maintenant redoublée par la vertigineuse montée en puissance de l'Intelligence artificielle générative dont il est difficile à ce stade d'évaluer tous les effets possibles. Certains sont indéniablement positifs. L'IA va permettre des progrès inespérés dans le champ de la médecine ou pour la résolution de grands problèmes scientifiques ou techniques. D'autres effets sont nettement plus incertains, ou certainement inquiétants. L'augmentation de la productivité entraînée par l'IA risque de faire disparaître un grand nombre d'emplois dans des métiers autrefois prestigieux : comptable, traducteur, journaliste, et même écrivain, peintre ou compositeur. Et bien d'autres encore. Du coup, c'est une des sources de fierté humaine, celle de gagner sa vie par son travail et son inventivité, qui est menacée. Ce pourrait être une bonne nouvelle, si autant de temps était libéré pour se consacrer à des activités pleines de sens. Être dispensé de travailler n'a-t-il pas été longtemps l'idéal aristocratique par excellence ? Mais rien n'est pire que d'être privé de travail sans l'avoir choisi.

Le véritable danger toutefois est la disparition de tout goût pour l'effort. À quoi bon apprendre, si aussi savant

ou compétent que l'on soit dans un domaine, l'IA doit l'être toujours infiniment plus ? Après la découverte que le soleil ne tourne pas autour de la terre, celle que les humains descendent d'une longue lignée animale, celle encore que nombre de leurs décisions ne procèdent pas de leur volonté consciente, on voit se profiler une quatrième blessure narcissique, plus rude encore. La machine qui devait faire figure de parfait serviteur revêt de plus en plus l'apparence du maître absolu, omniscient sinon tout-puissant. Le sujet-objet censé tout savoir.

Dans la même lignée, une nouvelle espèce de surhommes est pressée de voir le jour : des humains augmentés, bardés de puces électroniques qui leur permettront de mettre à leur profit personnel toutes les ressources de l'IA. Voire de survivre quelque part dans le *cloud*. Là encore on s'éloigne toujours plus d'une aspiration à la commune humanité ou à la commune socialité. L'*hubris* triomphe sans plus aucun garde-fous.

Il est indispensable de prendre toutes ces menaces pleinement au sérieux. Indiscutablement, elles ne peuvent qu'interroger nos conceptions héritées de ce qui fait l'humanité des humains. La réponse passe sans doute par la prise de conscience des limites et des contradictions de l'*hubris* transhumaniste. À quoi bon, par exemple, vouloir faire survivre sa conscience individuelle sous la forme d'un disque dur s'il est clair que ce qu'elle sait est dérisoire comparé au savoir de l'IA ? Et que seraient ces faux humains dépourvus de corps ?

L'avantage *a contrario* de l'omniscience supposée de l'IA (jamais infaillible par ailleurs) est de montrer que la grandeur des humains ne réside pas dans la

toute-puissance de leur raison, mais dans leur capacité à assumer leur fragilité et leur impuissance constitutives. Dans les plaisirs et les peines qu'ils ressentent aussi dans leur chair. Dans leurs sensations et dans leurs sentiments.

Ce qui est sûr, en tout cas, c'est qu'il nous faut continuer à appendre et à enseigner aux enfants comme si nous étions et comme s'ils étaient appelés à devoir vivre aussi sans l'aide de l'IA. C'est là le seul moyen de bien l'utiliser et de ne pas devenir les esclaves de nos esclaves numériques. Dans cette optique, il va vite devenir urgent de réfléchir au contenu et aux modes de transmission d'un savoir mondial minimum commun.

Les défis démocratiques. Quelle démocratie ?

En apparence tout est simple, nous sommes tous des démocrates. Même si de plus en plus de pays se déclarent hostiles à la « démocratie occidentale », très peu sont ceux qui ne se proclament pas démocrates, au moins à leur façon. Mais la réalité est bien différente. Contrairement à ce qui semblait probable à la fin du XXe siècle, on assiste désormais à la multiplication des dictatures et des autocraties.

La question première est celle de savoir pourquoi, même au sein des démocraties libérales, les peuples s'abstiennent de plus en plus massivement, ou votent pour des entrepreneurs politiques qui, à plus ou moins long terme, suppriment les garanties démocratiques et confisquent le pouvoir du peuple au nom duquel ils prétendent parler.

Pourquoi ? Il est possible d'isoler plusieurs séries de causalité, clairement interdépendantes. La plus fondamentale est l'hégémonie mondiale du néolibéralisme et d'un capitalisme rentier et spéculatif. Elle génère un type de société qu'on peut qualifier de totalitaire à l'envers (ou parcellitaire). Là où les sociétés totalitaires

sacrifiaient les individus au collectif, à la race, à l'État, au parti, nos sociétés totalitaires à l'envers tendent à faire disparaître tout ce qui est de l'ordre du collectif, toutes les solidarités, au profit des seuls consommateurs. Soumises à une loi d'accélération permanente et de destruction-création toujours plus intense, elles suscitent une triple panique : une *panique économique*, liée à une dégradation constante du niveau et des conditions de vie du plus grand nombre (au moins dans les pays anciennement développés), une *panique écologique* (qui incite à dénier la réalité du changement climatique), et une *panique identitaire*. Personne ne sait plus quoi et qui a de la valeur, ni qui, à part le marché, est susceptible de la reconnaître.

Les partis dits de gauche ou progressistes ne savent pas répondre à ces paniques parce que celles-ci se déploient à l'échelle mondiale, alors que les luttes électorales sont circonscrites à une échelle locale ou nationale toujours plus impuissante à maîtriser les interdépendances mondiales.

Face à cet échec du progressisme, et à celui de tous les pouvoirs et de toutes les élites en place, l'autoritarisme se présente comme l'incarnation d'une sorte de gauche par défaut – un progressisme à l'envers –, parlant plus et mieux qu'elle au nom du peuple. Il fournit une réassurance identitaire en prétendant réencastrer une société atomisée par le néolibéralisme dans l'unité perdue de la nation, de l'empire, de la race ou de la religion.

Porté au pouvoir, dans les sociétés encore démocratiques, grâce à la maîtrise exercée sur les réseaux sociaux et sur la production de l'information, l'autoritarisme tend à

se muer en techno-fascisme. Au nom d'une pseudo-démocratie numérique directe qui donne à chacun l'illusion de pouvoir s'exprimer librement et de pouvoir faire prévaloir n'importe quelle opinion haineuse, il vise à la destruction de toutes les institutions existantes. Une fois délégitimées les instances qui assuraient à l'ordre démocratique sa pérennité et sa vitalité, – la Justice, l'École, les universités, la Santé publique, la presse libre, les associations, les syndicats, les organismes paritaires, etc. –, il ne subsiste plus, comme dans les totalitarismes d'hier, que la loi du mouvement permanent. La société peut alors aller dans n'importe quelle direction au gré des caprices de l'autocrate et des occasions d'investissement.

Une autre raison du déclin de l'idéal démocratique tient à son indétermination. Nous croyons tous savoir de quoi nous parlons quand nous évoquons la démocratie, mais rien n'est moins sûr. Nous avons plus ou moins en tête la célèbre formule : « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple », et des appels à la liberté et à l'égalité. Mais chacune de ces composantes est susceptible de recevoir des interprétations opposées et délétères. C'est le cas par exemple, si le « peuple » est réduit à une fraction de la population, ou uniquement à ceux d'en bas opposés à ceux d'en haut. Les régimes autoritaires disent agir au nom de ceux d'en bas, mais seulement de ceux d'en bas qui sont de la même race, de la même religion ou de la même idéologie. Ils désignent comme boucs émissaires ceux qui n'en sont pas. De même, on peut chérir la liberté collective, la souveraineté du peuple, en sacrifiant pour cela toute forme de pluralisme ; ou, au contraire, n'avoir en tête que la

liberté d'individus estimant avoir tous les droits et ne rien devoir à la collectivité.

Quant à l'égalité, sa représentation a changé en profondeur depuis trois ou quatre décennies. Ce qu'on entendait ainsi jusque-là, c'était au premier chef l'égalité des conditions (revenu et patrimoine), une *égalité des semblables*. Depuis que le néolibéralisme qui valorise avant tout l'enrichissement personnel est devenu hégémonique à l'échelle mondiale, l'idéal redistributif d'égalité des positions s'est transformé en un idéal d'égalité des chances. Celui-ci postule que tout le monde a le droit d'arriver au sommet de la richesse, du prestige et du pouvoir. Il s'agit là d'une *égalité des différents* faisant valoir leur différence. Objectif bien évidemment irréalisable, sauf pour un tout petit nombre.

C'est pourquoi le grand combat des dernières décennies, celui qui explose chaque jour davantage, est le combat pour la reconnaissance de l'égale valeur et de l'égale dignité de toutes et tous. Un combat pour l'égalité entre individus, peuples ou cultures, qui est à la fois un combat pour l'égalité des conditions, une égalité des semblables, et un combat au nom de leur différence. C'est le combat des peuples anciennement colonisés (et de leur culture ou de leur religion) qui restent dépendants et victimes du racisme et du mépris ; c'est le combat des femmes ; c'est le combat des sexualités interdites ; c'est le combat des avocats du vivant et de la nature.

Toutes ces quêtes d'égalité et de reconnaissance sont l'expression même de la dynamique démocratique et, à ce titre, pleinement légitimes. Mais elles n'ont de chance d'aboutir, tout d'abord, que si elles n'entrent

pas en lutte les unes avec les autres (comme on le voit par exemple avec l'opposition des féminismes du sud aux féminismes du nord). Et, par ailleurs, que si elles ne brusquent pas un ensemble de coutumes établies de longue date et partagées par une grande majorité de la population d'un pays. Le risque en ce cas en effet serait de provoquer un violent retour de bâton (*backlash)* qui conduirait la dynamique démocratique à se retourner contre elle-même.

Une conclusion à tirer est que l'idéal démocratique est à la fois beaucoup plus complexe et fragile qu'on a pu le croire jusqu'à il y a peu. Sa réalisation suppose un certain équilibre entre ouverture et fermeture du peuple, entre liberté individuelle et collective, entre égalité symbolique et égalité réelle, égalité des conditions et égalité des chances. Il est d'autant plus difficile à préserver et à faire prospérer que les luttes pour la reconnaissance font désormais rage à l'échelle mondiale, dans tous les pays, entre tous les pays et dans tous les domaines.

Dans ce chaos identitaire généralisé, la seule boussole que nous puissions avoir et qu'il nous faut à tout prix préserver, c'est la connaissance et le respect des réalités factuelles. L'essence de la démocratie, c'est l'acceptation de la divergence des points de vue sur une même réalité. Or, si rien ne permet de se mettre d'accord *a minima* sur la réalité de cette réalité, aucune délibération commune n'est envisageable. L'opposition constructive se transforme en un conflit destructeur, dont seul un autocrate finira par sortir vainqueur en imposant *sa* « vérité alternative ».

Les réseaux sociaux jouent un rôle de tout premier plan dans cet effacement de toute réalité commune. Ils exacerbent la fragmentation des sociétés néolibérales en communautés ou en petits groupes fermés sur eux-mêmes, s'ignorant ou se détestant les uns les autres. On croit ce que l'on veut croire, et l'on veut croire qu'on a plus de valeur que les autres. Plus de valeur que les autres groupes sociaux, que les autres religions, que les autres pays, etc. Les réseaux sociaux constituent donc l'instrument privilégié pour faire triompher des intérêts commerciaux, idéologiques, politiques ou géostratégiques. Les ingénieurs chargés de les faire valoir n'ont aucun scrupule à dire une chose et son contraire selon le public auquel ils s'adressent. Autant de vérités alternatives que de publics.

En amont de ces manipulations extraordinairement efficaces, il convient de prendre garde au rôle désocialisant des écrans et des jeux vidéo chez les jeunes. Ils induisent une baisse du niveau intellectuel, une perte des capacités d'attention, et une difficulté croissante à entrer en relation avec les personnes réelles. L'arrivée des smartphones en 2010 a entraîné une augmentation de 50 à 100 % des maladies mentales et une flambée des épisodes dépressifs chez les adolescents (plus 145 % chez les jeunes filles, 121 % chez les garçons). Le taux de suicide chez les garçons a augmenté de 91 % et de 167 % chez les filles. Pour toutes ces raisons il convient de ne pas exposer les jeunes aux écrans avant l'âge de six ans, et d'interdire les smartphones dans les écoles, les collèges et les lycées. L'accès aux réseaux sociaux ne devrait pas être autorisé avent seize ans (c'est déjà le cas en Australie).

Mais ce ne sont pas seulement les jeunes qui se retrouvent soumis à la dictature de l'opinion de leurs pairs. S'ils veulent échapper à celle qu'exercent les marques commerciales ou les ingénieurs du chaos politique et idéologique, les adultes aussi seraient bien inspirés de recourir le moins possible aux réseaux sociaux.

L'idée désormais dominante en occident est qu'être en démocratie, c'est avoir le droit de faire et de croire tout ce qu'on veut, y compris des absurdités. Qu'il est interdit d'interdire. Aucune démocratie ne peut résister à une telle certitude.

Il est par ailleurs tout aussi vital d'instituer des agences publiques, indépendantes de tout pouvoir, à l'autorité incontestable, en charge de construire et de communiquer les données les plus fiables possible sur les réalités économiques, sociales, médicales, climatiques, etc. Et, tout autant, de rendre visibles et compréhensibles les divergences de méthode ou de conclusions entre les experts qui en seraient membres

L'éducation civique doit former au bon usage des réseaux et à l'art de distinguer entre les opinions plausibles et les intoxications numériques.

Les défis géostratégiques

Jamais depuis la Seconde guerre mondiale les risques de conflits majeurs, régionaux, continentaux ou mondiaux n'ont paru aussi élevés. La rivalité économique entre *États* se fait toujours plus vive. Elle s'exacerbe en raison de la raréfaction accélérée de terres agricoles, de l'eau, du pétrole ou du gaz, des minerais, des métaux précieux, etc.

À tous ces facteurs de risque économiques, technologiques ou *écologiques,* il convient d'ajouter l'instabilité croissante du monde depuis qu'il est devenu multipolaire et qu'aucun *État* n'est plus en mesure de faire la paix en imposant sa loi. Il n'y a plus de gendarme du monde. Ni l'ONU, ni les États-Unis, ni la Chine ne sont en mesure de jouer ce rôle. Il n'existe plus que des gendarmes régionaux, à la juridiction incertaine et fluctuante, en lutte les uns contre les autres.

Tout ceci est bien connu. Ce qui manque pour bien saisir l'ampleur du problème qui se pose à nous, c'est la prise en compte de l'importance des luttes pour la reconnaissance, pas seulement au sein des pays mais aussi entre eux. Elles atteignent désormais une virulence telle qu'elles semblent fonctionner de plus en plus toutes seules, de manière largement indépendante des

facteurs économiques. La haine s'exacerbe entre sociétés et cultures différentes, et au sein même de ces sociétés et de ces cultures.

La guerre commerciale déclarée au monde entier par l'actuelle Administration américaine, et plus particulièrement contre la Chine, montre *à quel point* les enjeux de prestige sont indissociables des enjeux économiques et peuvent même se révéler plus puissants qu'eux.

Pendant plus de trois siècles l'Occident a dominé le monde entier. Il s'est retrouvé ainsi enviable et envié. C'est lui qui distribuait la reconnaissance. Tous les peuples de la terre ont mesuré la valeur de leur existence à l'aune de l'Occident et de ce qu'il leur apportait. Or la reconnaissance qu'il leur accordait a le plus souvent eu la couleur du mépris et du racisme. Cette hégémonie de l'Occident est aujourd'hui contestée et menacée de toutes parts. Les anciens empires autrefois assurés de leur valeur et de leur puissance, humiliés et bafoués par l'Occident, relèvent la tête. La Chine, en premier lieu, bien sûr, qui est la plus proche d'accéder à l'hyper-puissance technologique, économique et militaire ; la Russie qui veut à tout prix récupérer ce qu'elle peut des lambeaux de son empire perdu, à commencer par l'Ukraine ; la Turquie qui n'a pas oublié qu'elle a dominé une grande partie du monde musulman. L'Inde aussi. Etc. Tous, tendanciellement, convergent dans le ressentiment envers l'Occident qui les a défaits et si longtemps méprisés. Dans ce cadre, ce qu'on appelle le « conflit israélo-palestinien » apparaît comme une sorte de précipité ou de cristallisation de nombre des luttes qui déchirent le monde. Entre le Nord et le Sud global,

entre la démocratie occidentale et sa contestation. Entre une démocratie israélienne devenue folle, génocidaire, et une résistance qui ne sait opposer que la terreur. Sans compter les *démocraties déboussolées qui aspirent pour certaines à un fascisme (un brutalisme) d'un type nouveau*.

Au sein des pays occidentaux, à mesure que leur domination sur le reste du monde s'effrite, la confiance envers les élites au pouvoir s'érode. Le niveau de vie s'y dégrade, les identités vacillent. Toutes les hiérarchies et les dominations se retrouvent contestées, que ce soit celle des dirigeants politiques ou culturels, celle des hommes sur les femmes, des religions dominantes sur les religions dominées, des formes de sexualité dominante sur les formes de sexualité dominée, du savoir légitime dominant sur les savoirs non légitimes ou les ignorances. Ce renversement de toutes les valeurs suscite en leur sein et dans le reste du monde une sorte de terreur qui pousse à s'arc-bouter sur les valeurs traditionnelles.

Cette double critique, celle de la domination de l'Occident sur le reste du monde et, plus généralement, la critique des hiérarchies instituées, est légitime et nécessaire. Elle permet aux peuples humiliés de retrouver leur fierté en affirmant leur valeur propre. Mais il y a une limite à ne pas dépasser. La critique de l'Occident est légitime et nécessaire aussi longtemps qu'elle ne sert pas en réalité à consolider le pouvoir de dictatures militaires ou policières et à détruire l'idéal démocratique. En tout état de cause, avec l'arrivée au pouvoir de la nouvelle administration étasunienne et ses sympathies pour la Russie, les lignes de clivage entre le Sud et le Nord, entre l'Est et l'Ouest, se brouillent.

Aussi incertain soit-il, nous n'avons pas d'autre idéal que l'idéal démocratique et que le respect de la justice, du pluralisme, de la pensée et des droits humains. Si l'Occident est critiquable, ce n'est pas pour avoir inventé l'idéal démocratique moderne, mais pour ne pas l'avoir respecté et s'en être servi comme un alibi à sa domination impérialiste (et raciste) sur le reste du monde. Le Sud a raison de dénoncer l'hypocrisie de l'Occident et sa politique de deux poids, deux mesures. Qui est dénoncé pour ses abus et qui ne l'est pas ? Mais l'autoritarisme brutal n'est pas une alternative pour remédier à ces maux, bien au contraire. La question fondamentale aujourd'hui est de savoir comment insuffler une nouvelle vie au projet démocratique dans un monde et dans des sociétés qui sont sensiblement différents de ce qu'ils étaient aux dix-neuvième et vingtième siècles.

Le même diagnostic vaut pour l'État-nation. La crise du Covid a montré que c'est au niveau de l'État-nation que la réponse a été la plus opérationnelle. De même, la réaction des citoyens a été de se tourner instinctivement vers leur gouvernement. L'État-nation offre une gouvernance efficace, lorsqu'il est au mieux de sa forme, parce qu'il est enraciné.

Le problème est de savoir comment mieux coordonner les États-nations entre eux, pas seulement dans les crises de type Covid, mais de manière plus générale. Il s'agit d'enrayer les risques de conflits entre des entités de plus en plus nationalistes. Un autre problème est de trouver une forme d'unité dans des sociétés de plus en plus multiethniques et multiculturelles. La menace vient donc à la fois de l'intérieur et de l'extérieur. Il

n'en reste pas moins que l'État-nation est essentiel pour faire face aux problèmes mondiaux tels que le changement climatique et la dégradation de la biosphère. Le modèle de l'État-nation doit être réformé, mais il reste aujourd'hui l'institution la plus efficace pour mettre en œuvre les principes de commune humanité et de commune naturalité.

Le projet même de construire un ordre mondial pacifié (le projet de la Société des nations puis de l'ONU) en accordant en principe le même poids à chaque *État* se révèle largement illusoire dès lors que certains d'entre eux ne comptent que quelques dizaines de milliers de citoyens et d'autres des centaines de millions.

Les empires ont eu le grand mérite d'assurer une certaine paix sur de très vastes espaces, pendant longtemps, en respectant la diversité des cultures ou des religions dominées tant que celles-ci ne remettaient pas en cause l'hégémonie de l'empereur et de sa cour. Mais aucun pays n'est susceptible aujourd'hui d'imposer son hégémonie sur l'ensemble de la planète. Nous ne pourrons décidément pas vivre « tous unis sous un même ciel » (*Tianxia*, formule de l'empire chinois). Rien ne laisse pressentir la naissance prochaine d'un État mondial (à supposer qu'il soit désirable). L'audacieuse tentative européenne d'inventer, par le pardon et la promesse, une nouvelle réalité politique, post-impériale et postnationale, sans équivalent historique jusqu'ici, est une réussite fragile et imparfaite. Il n'est donc pas évident qu'elle soit généralisable. Aujourd'hui encore elle se révèle trop faible politiquement et militairement pour peser sur la scène mondiale. L'invasion de l'Ukraine et le nouvel

isolationnisme américain constituent pour elle un défi qui peut lui permettre de progresser.

Que faire alors ? Force est de constater qu'il n'existe pas à l'heure actuelle de réponse simple et satisfaisante à cette question. Aussi longtemps qu'elle n'aura pas été trouvée le monde ne pourra pas vivre en paix. La difficulté principale est de parvenir à redonner aux États-nations – seuls à même, actuellement, de permettre aux peuples de choisir leur destin –, le pouvoir de résister à la loi des marchés en évitant qu'ils ne basculent dans le nationalisme, la haine, et l'aspiration à la toute-puissance qui alimentent les conflits mondiaux.

Pour l'instant les États se retrouvent tiraillés entre deux tendances de plus en plus fortes, opposées en apparence, mais en réalité complémentaires. D'un côté, assujettis à la loi des marchés financiers, non seulement ils se montrent incapables de soumettre le capital à un impôt, même modeste, mais, pour attirer celui-ci, il leur faut encore créer en leur sein, ou dans des zones frontalières, de multiples zones économiques spéciales. Des zones dans lesquelles les normes sociales et environnementales ne s'appliquent pas, et où les impôts se révèlent évanescents. Impossible de faire vivre sur cette base une communauté politique inspirée par les principes de commune humanité et de commune socialité.

D'un autre côté, cependant, les États semblent se renforcer en devenant des national-capitalismes autoritaires, toujours plus illibéraux et antidémocratiques, teintés de racisme et de chauvinisme. Il y a là en fait les deux faces d'une même réalité, chacune d'entre elles alimentant l'autre. La fragmentation et la fragilisation

objective des États les poussent à rechercher ou à afficher une puissance imaginaire. Mais plus ils veulent rendre cette puissance effective, et plus il leur faut composer avec l'insaisissabilité des flux de capital. Insaisissabilité à laquelle ils ne savaient opposer que le fantasme et l'illusion de la puissance.

En attendant que le bon équilibre de la formule de l'État-nation ou post-national soit trouvé, il n'y a pas d'autre solution que de poser que *les frontières actuellement existantes sont en principe intangibles* (ce qui condamne, par exemple, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, celle d'une partie de la RDC par le Rwanda, de l'Arménie par l'Azerbaïdjan, ou les projets d'annexion de Gaza ou de la Cisjordanie par l'État d'Israël) mais que, en revanche, les gouvernants en place ont pour obligation absolue de respecter leurs minorités et d'assurer à tous ceux sur qui ils exercent leur pouvoir, les conditions de leur survie matérielle et identitaire. Une bonne partie des problèmes liés aux migrations serait alors résolue.

Conclusion

Vers un Parlement citoyen mondial

L'ensemble des humains est animé par une immense demande de reconnaissance et de justice. Il sera impossible d'affronter tous les défis qui nous attendent et de bâtir un monde habitable, où il fasse bon vivre, sans y répondre. Impossible de résister à l'écocide en marche et à la prolifération des dictatures autocratiques sans rendre plausible et désirable un nouvel humanisme soucieux de la nature et conscient de sa fragilité (face à l'IA notamment). Aucun État au monde, aucune des organisations internationales existantes ne sont suffisamment puissants pour imposer une norme de justice universelle. Or, ce n'est que si cette aspiration à la justice trouve une expression planétaire, que si elle devient une évidence partagée par tous, qu'elle pourra s'imposer aux gouvernants et aux élites.

Pour cela, il est indispensable qu'elle soit formulée en commun par tous les mouvements sociaux qui aspirent à édifier un monde post-néolibéral, post-impérialiste et post-croissantiste ; et aussi qu'elle soit explicitée et

synthétisée par les plus hautes autorités morales, intellectuelles, scientifiques et religieuses de notre temps. À charge pour celles-ci de dire ce que chacun d'entre nous est en droit d'espérer et ce qu'il doit s'interdire. Elles formuleront ainsi une nouvelle pensée du monde.

Ce *Nouveau Manifeste convivialiste* a été rédigé dans l'espoir de servir de base de discussion et de point de départ possible à des débats entre mouvements sociaux, et à la Déclaration solennelle d'interdépendance générale que ces hautes autorités, du Nord, du Sud, de l'Est de l'Ouest auront pour devoir d'élaborer et de proclamer en commun. Il a tenté de tenir compte le plus possible de la diversité historique et géographique des cultures. Une diversité qu'il convient à la fois de respecter mais aussi de dépasser parce que l'interdépendance entre elles, entre toutes les régions du globe, est maintenant totale. Nous nous sauverons ou nous périrons ensemble.

La réunion de ces hautes autorités morales, que nous nous engageons à tenter d'initier avec d'autres, préluderait au lancement d'un *Parlement citoyen mondial*. Ce dernier ne pourra voir le jour que grâce à la mobilisation de tous les réseaux internationaux soucieux du bien commun de l'humanité. C'est à eux qu'il appartiendra de désigner les membres du Parlement citoyen mondial en en tirant un certain nombre au sort, de façon que tout humain volontaire soit susceptible d'être choisi. Issu d'un processus à la fois horizontal et vertical (*bottom up* et *top down*), composé d'une Assemblée, d'un Conseil des sages et d'un comité d'experts, il incarnerait la conscience mondiale de l'humanité. Il représenterait la boussole dont nous avons tant besoin.

Mais comment tout ceci peut-il advenir ? Il ne suffit pas de dire que ce serait bien, ni même indispensable. Il faut aussi qu'existent des forces individuelles et collectives, conscientes de la gravité des enjeux, qui soient prêtes à se battre pour faire naître ce monde nouveau. Espérons que celles qui existent déjà prendront conscience que leur premier objectif, en même temps que celui de la lutte contre le réchauffement climatique, devrait être de concourir à l'abolition des paradis fiscaux, à la lutte contre la corruption endémique et contre la barbarie et le brutalisme qui semblent monter en puissance implacablement. Si elles s'engagent résolument dans ce combat, alors nous pourrons retrouver l'espoir. Donnons-lui un peu de couleurs

Rêvons un peu (mais pas trop)

Dès le début des années 2050, les idées et les propositions défendues ici (amendées et complétées par les nombreux réseaux qui se sont joints à l'initiative) ont commencé à se répandre largement dans l'opinion publique mondiale. Elles sont devenues si évidentes aux yeux du plus grand nombre que, peu à peu, les élites et les gouvernements ont dû s'y rallier. Les trajectoires catastrophiques auxquelles le monde semblait inexorablement condamné ont été inversées ou largement modifiées. Et voilà maintenant où nous en sommes en 2050.

La multiplication des associations et des ONG favorise une inventivité démocratique jamais connue, tant au plan local, que régional, national ou international.

La réduction drastique des inégalités a permis la renaissance des services publics et des communs. Partout, chacun jouit d'un droit effectif à l'éducation, à la santé, à la justice et à la sécurité.

Grâce à l'assurance de percevoir un revenu minimum, la pauvreté n'a pas disparu (le pourra-t-elle jamais ?) mais personne n'est plus condamné à la misère.

L'application de normes sociales et environnementales strictes permet de lier l'activité des entreprises au respect du bien commun. Il règne partout une forme de prospérité sans croissance grâce notamment aux entreprises se réclamant de l'économie sociale, solidaire et environnementale.

Contrairement à toute attente, et précisément en raison de cette limitation de la surchauffe économique, les objectifs de l'accord de Paris ont été presque respectés. Le réchauffement climatique n'a pas dépassé les deux degrés et il ne s'accroîtra plus.

Les pays que l'on croyait voués à devenir invivables se sont révélés finalement pleinement habitables à nouveau.

Les relations entre femmes et hommes, entre les deux sexes ou les divers genres, sont désormais pacifiées. Tous reconnaissant leur valeur respective, par-delà toutes les différences ou les similitudes possibles entre eux, s'apprécient et jouissent de leur complicité.

De même, le machisme, le racisme sont en voie de disparition.

Les grands conflits entre États, ceux qui ont tant menacé la paix mondiale sont désormais réglés grâce aux arbitrages rendus par le Parlement citoyen mondial dont personne ne songe à contester l'autorité.

Cette vision d'une société pacifiée évoque évidemment un monde imaginaire, utopique. Mais c'est une utopie concrète. Rien de ce qu'elle donne à espérer n'est irréalisable. L'objectif de ce manifeste est d'esquisser un chemin viable pour aller du souhaitable au possible, puis du possible au réel.

La transition doit être radicale et pourtant, si elle doit préfigurer le monde que nous voulons, elle doit aussi être douce parce qu'on ne luttera pas contre la barbarie par la barbarie. Douce et radicale, transformatrice et évolutive, démocratique et constructive.

Il nous faut transformer la société, la culture, l'économie, la politique et nous-mêmes simultanément. Commençons par nous-mêmes et créons ensemble, dans les interstices du système, des communautés conviviales, des sociétés alternatives, des économies solidaires, des cultures émancipatrices et des démocraties participatives.

Yes we can. Oui, nous pouvons le faire Si nous unissons nos idées et nos idéaux, nos forces et nos faiblesses, nos espoirs et nos craintes dans un projet radical, transformateur et préfigurateur, nous avons le pouvoir de changer le monde. Pour rendre ce changement possible et réaliser le monde utopique que nous avons esquissé, il faut commencer ici et maintenant. Si nous voulons avancer jusqu'en 2050, il est urgent de nous mettre d'accord, avec le plus grand nombre de réseaux et d'organisations possible, sur les propositions défendues ici ou sur des propositions alternatives. Aucune d'entre elles n'est irréaliste. Ensemble, elles configurent

le changement systémique que nous espérons voir survenir dans ce monde.

P.S. Et vous, que pouvez-vous faire ? Si vous vous sentez en accord avec ce nouveau manifeste, tout simplement vous dire convivialiste, le faire savoir et considérer comme d'esprit convivialiste les activités orientées vers le bien commun que vous menez. Vous pouvez aussi organiser avec vos amis, vos voisins et vos collègues des groupes de discussion du convivialisme, des « conviviables ». Que ce soit pour en discuter les principes ou pour en suggérer certaines implications éthiques ou politiques concrètes. Par exemple, quelle serait la mesure essentielle (« basculante ») qu'il faudrait absolument prendre pour vivre mieux là où vous habitez, ou pour améliorer le climat et l'efficacité dans votre travail. Toutes vos réflexions ou vos propositions ont vocation à être accueillies sur le site <www.convivialisme.org>.

Dans l'immédiat vous pouvez apporter votre signature (prénom et nom) en soutien au *Nouveau Manifeste* à l'adresse suivante : <jesigne@convivialisme.org>.

Premiers signataires[1] *:*

M. Adam, F. Adloff, C. Aktar, G. Ancel, C. André, A. Arjakovski, B. Badie, Ph. Batifoulier, J. Baubérot, M. Bauwens, J. Bayou, A. Berque, Y. Berthelot, R. Bertrand, J.-M. Besnier, M. Borch-Jacobsen, F. Bordes, D. Bougnoux, D. Bourg, G. Brisac, D. Browaeys, L. Bruni, A. Caillé, J.A. Camilleri, E. Chiapello, L.R. Cardoso, G. Carvalho do Franca Filha, S. Cataldi, Ph. Cibois, D. Clerc, G. Colletis, J. Combes, S. Costà, Th. Coutrot, D. Cueff, E. Dacheux, F. Danvers, G. Delanty, F. Demaria, J.-Ph. Denis, J.-L. Devèze, P. Donati, F. Dubet, S. Dufoix, D.-R. Dufour, J.-P. Dupuy, T. Duverger, D. Eddé, A. Ezzine, O. Favereau, F. Fistetti, A.-M. Fixot, F. Flahault, F. Flipo, J.-B. de Foucauld, Ch. Fourel, J. Galantus, V. de Gaulejac, F. Gauthier, R. Gelli, J. Généreux, K. Gibson, G. Giraud, P. Glémain, J. Godbout, R. Gori, J.-E. Grésy, N. Göle, A. Grimaldi, S. Haber, S. Hanafi, F. Hartog, H. Hashi, B. Heilbrunn, D. Howard, M. Hudson, M. Humbert, E. Illouz, D. Inneraty, A. Insel, B. Jessop, Z. Jhi, F. Keck, F. Khosrokhavar, J. Lageira, K. Lahidji, M. Lallement, B. Lamour, G. Larose, M. Lautier, F. Lebaron, D. Le Breton, J. Lecomte, X. Le Coutour, J. Le Goff, Th. Lindemann, A. Lipietz, A. Lontrade, Ph. Lukacs, H. Marchal, G. Massiah, J.-C. Michéa, W. Mingming, E. Mootoosamy-Guillemané, E. Morin, U. Olivieri, A. Pena.-Vega, Th. Paquot, C. Paradeise, P. Parisé, C. Pelluchon, L. Pennachi, G. Perreau-Bezouille, B. Perret, J. Perrin, P. Petit, F. Pierru, E. Pinheiro do Nascimento, G. Pleyers, A. Policar, N. Postel, S. Proulx, P.V. Rajagopal, L. Régent, R. Renucci, M. Revault d'Allonnes, M. Rieussec-Fournier, H. Rosa, Ch. Sautter, B. Segrestin, J.-M. Servet, H. Sibille, Siddharta, R. Sobel, F. Spinhirny, R. Spizzichino, P. Sztompka, R. Sue, B. Tanbay, B. Tardieu, M. Terestchenko, B. Théret, C. Touvrey, J.-J. Tyszler, P. Tudoret, T. Vallipuram, F. Vandenberghe, F. Vatin, J.-F. Véran, B. Viard, D. Vicherat, Ch. Vidal, J.-L. Virat, P. Viveret, N. Wallenhorst, M. Wieviorka, W. Wintersteiner.

[1] La liste complète des signataires, avec leur pays d'origine et leurs qualités est consultable sur le site convivialiste : <www.convivialisme.org>.

Table des matières

Prologue.
Vers une Déclaration d'interdépendance générale..... 7

Introduction. Pourquoi un
Nouveau Manifeste convivialiste ? 11

Les défis économiques et écologiques 21

Les défis idéologiques. Quel universalisme ? 29

Les défis anthropologiques.
Qu'est-ce qu'être pleinement humain ? 35

Les défis démocratiques. Quelle démocratie ? 43

Les défis géostratégiques 51

Conclusion.
Vers un Parlement citoyen mondial 59

Composition : Le Bord de L'eau éditions

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer en septembre 2025
pour le compte des éditions Le Bord de L'eau
par Imprimerie Laballery (Clamecy - 58502).

Dépôt légal : Octobre 2025 - N° d'impression : 509179

Imprimé en France